

Module 9: Lier l'évaluation environnementale intégrée aux politiques

Aperçu

Ce module souligne des réponses sous forme de politiques, dans le contexte de l'évaluation et du rapport intégré sur l'environnement.

Au cours de ce module, vous apprendrez:

- ◆ La définition d'une politique
- ◆ Le lien entre l'évaluation environnementale intégrée et les politiques
- ◆ Les différents types des politiques
- ◆ Les corrélations et conflits des politiques
- ◆ L'analyse de politiques environnementales

9.1. Introduction

L'objectif ultime de tout processus d'évaluation et de rapport environnemental intégré est de renforcer les processus de formulation de politiques et de décision en fournissant des données mises à jour et fiables et des informations sur l'état et les tendances environnementaux à différents niveaux. Les décideurs ont accès à une pléthore de parties prenantes et d'intérêts qui ont tous besoin que le décideur introduise, mette en place ou renforce les politiques pour soutenir leurs objectifs en société. La voix environnementale fait partie du « bruit » et il est important qu'elle soit transmise de manière raisonnée, claire et qu'elle reflète les intérêts de la société dans son ensemble, et non pas juste ceux d'un groupe.

En gardant en revue l'état et les tendances environnementaux, l'évaluation et le rapport environnemental intégré analyse obligatoirement toute la base et la structure des processus liés aux politiques, ainsi que les politiques qui ont été adoptées par les autorités. L'objectif est de déterminer l'efficacité de ces politiques et de proposer des options pour une action soutenue, quand cela est nécessaire. La réponse politique est une composante clé des méthodologies DPSIR et Cadre Analytique des Opportunités.

- **Definition d'une politique:** le mot politique est souvent difficile à définir, pour satisfaire différents intérêts. En Afrique, les politiques sont à la fois traditionnelles, ayant été transmises de génération en génération, et contemporaines car elles répondent aussi à des modes modernes d'évolution et de gouvernance. Les politiques environnementales en Afrique sont donc un reflet des individus de la région, de leurs différentes cultures et de la manière dont les pays ont évolué depuis la colonisation et l'achèvement de l'indépendance.

Keeley et Scoones (2003) ont récemment souligné leur propre compréhension des processus de politiques environnementales en Afrique en essayant « d'ouvrir la boîte noire de la l'élaboration de politiques. Le point de départ traditionnel pour définir une politique est qu'une politique comprend des décisions prises par ceux qui ont la responsabilité d'un domaine de politique donné et que ces décisions prennent généralement la forme de déclarations ou de positions formelles sur une question donnée, et qui sont par la suite exécutée par la bureaucratie. »

Ils soulignent cependant que: "...dans la pratique, une politique est difficile à définir." Citant un fonctionnaire Britannique inconnu, Keeley and Scoones écrivent: Une politique est comme un elephant: vous la connaissez quand vous la voyez mais vous avez du mal à la dénifier.

Ces phrases résument la complexité des analyses de politiques dans le processus d'évaluation et de rapport environnemental intégré, de même que l'adéquation des rapports d'évaluation environnementale pour fournir des informations scientifiques

impeccables pour permettre aux décideurs définir des politiques bénéfiques à la société et à l'environnement.

- **Une politique en tant que processus:** Les processus de politiques ont une durée et un espace and répondent à des processus politiques soumis à d'autres demandes et dates butoires. Il est souvent dit que les décideurs prennent des décisions politiques relatives à la politique locale, avec des vues sur les prochaines élections. Ainsi, les politiques impopulaires souffrent parfois.
- **Les politiques en tant que réponse:** Les réponses sont définies comme actions prises pour faire face à un problème environnemental, Une évaluation de l'efficacité de politiques anciennes et actuelles liées ou élaborées spécifiquement pour améliorer l'environnement et la durabilité des ressources devrait être faite.

Les réponses peuvent prendre la forme de politiques et mécanismes environnementaux formels ou de développements sociaux tels que la participation et l'action publique et la pression et manifestation de consommateurs. Toutes ces catégories de politiques ne seront pas pertinentes en Afrique, aux différents niveaux spatiaux. Plusieurs d'entre elles peuvent être utilisées pour parvenir au même but, et les réponses politiques spécifiques sont rarement utilisés individuellement. C'est aux gouvernements et à la société de choisir quelles réponses ou groupe de réponses atteindraient le mieux leurs objectifs politiques. Le comportement politique est fortement influencé par le contexte du pays et de la région. Les questions culturelle, le mélange de politiques, les antécédents historiques, etc. peuvent influencer le fonctionnement d'une politique. L'analyse de politiques doit prendre tous ces facteurs en compte.

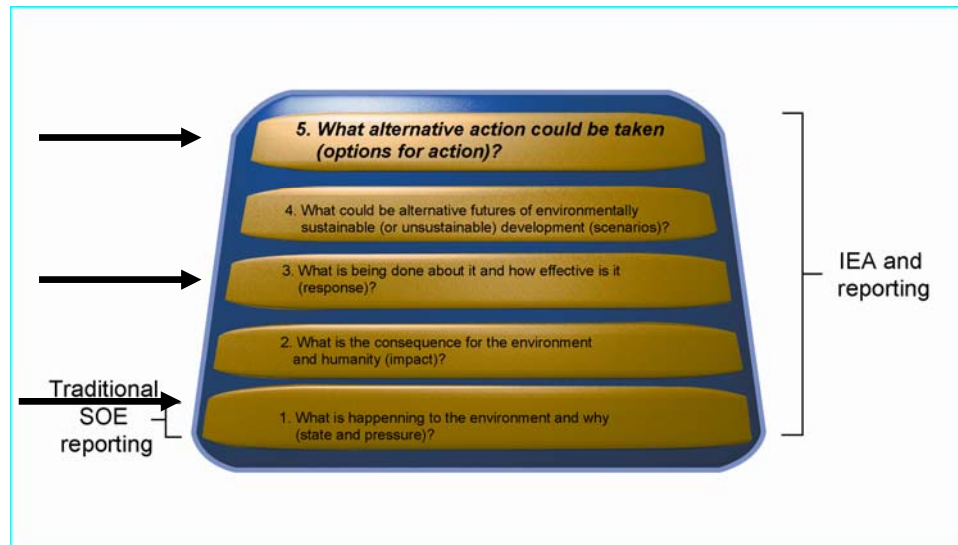
Des réponses politiques efficaces dépendent d'un " mélange de solutions de petite échelle et ascendantes et de solutions de grande échelle et descendantes : des actions individuelles pour gérer nos ressources communes et des actions gouvernementales pour empêcher la dégradation. » (Diamond, 2004) De telles réponses devraient se produire à l'échelle nationale, mais aussi sous-régionale, régionale et internationale. L'Afrique devrait faire usage de sa diversité humaine comme source de droits de plaidoirie et action renforcés et collectifs et minimiser les différences apparentes entre ses populations et sous-régions.

- **Les politiques dans le contexte ERIE:** La politique environnementale traditionnelle n'était généralement pas scientifique mais basée sur les tabous, les sanctions sociales et les croyances religieuses. La formulation de politiques était réservée à ceux qui décidaient des tabous, mais la mise en pratique de la politique environnementale existante était très soutenue par le public dont le sentiment d'appropriation de la politique environnementale formulée était acquis. Plutôt que d'introduire la science dans les pratiques environnementales fortement populaires, les gouvernements africains coloniaux et postcoloniaux pensaient qu'il fallait protéger l'environnement de prises de décisions « primitives ». Par conséquent, une grande partie du public s'est désintéressé

de toute politique règlementant l'utilisation des ressources naturelles. L'évaluation et le rapport environnemental intégré ajoute une dimension scientifique au processus de prise de décisions sur les politiques environnementales et tente de regagner le soutien dans les pratiques environnementales en sollicitant la participation étendue du public dans la formulation de politiques environnementales.

Avec les questions successives de l'évaluation et du rapport environnemental intégré (voir Figure 9.1), l'analyse de politique répond aux questions suivantes:

- Quelles politiques en place sont faites pour résoudre les questions environnementales et quel est leur degré d'efficacité? – **Quelles mesures sont prises à ce sujet?**
- Pour faire le lien avec la première question de la sequence de questions de la Figure 9.1, nous demandons: **Les politiques actuelles ont-elles un lien quelconque avec ce qui se passe ?** Cette question nous permet de repérer les défaillances des politiques existantes et d'en planifier de nouvelles pour améliorer l'environnement. Parfois, les gouvernements sont déchirés entre promouvoir des politiques environnementales positives (comme ce qu'ils voudraient faire) et être réalistes devant la situation qui se présente et permettre de mauvaises politiques environnementales, du moins temporairement. Les politiques peuvent affecter positivement ou négativement l'environnement.



5. Quelle mesure alternative pourrait-être prise (options pour l'action)?

4. **Quelles options futures (scénarios) pour un développement durable (ou non durable)?**
3. **Quelles sont les mesures prises et sont-elles efficaces (réponse)?**
2. **Quelle conséquence pour l'environnement et l'humanité (impact)?**
1. **Qu'arrive-t-il à l'environnement et pourquoi (état et pression)?**

**SOE traditionnel
EEI et reporting**

Figure 9.1 – La place de l'analyse des politiques dans l'ERIE

La Figure 9.2 ci-dessous montre une progression qui commence par la collecte de données comme point de départ dans la hiérarchie, suivie de l'élaboration d'indicateurs et mène éventuellement à la formulation de politiques au niveau de la prise de décision. Les politiques non fondées sur des données risquent d'être défectueuses.

Décisions

Raison

Actions politique

Connaissance

Indicateurs et rapport SOE

Synthèse et modelage de l'information

Gestion, intégration et analyse des données

Collecte de données de base *inventaires*Suivi*protocoles

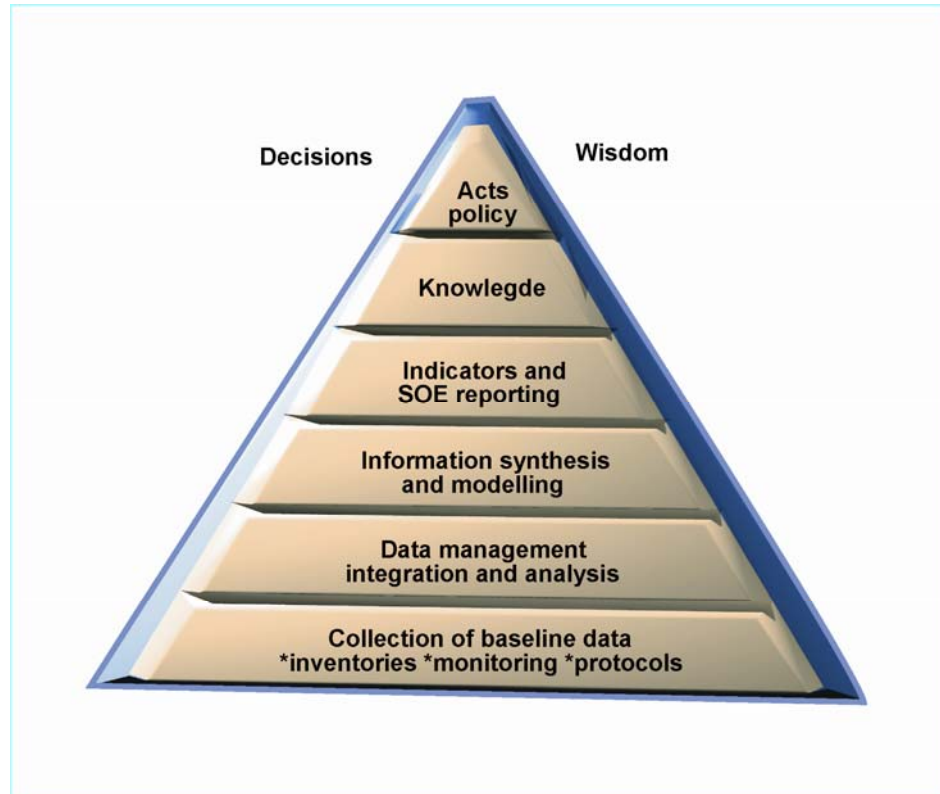


Figure 9.2 De la collecte de données à la formulation de politiques.

9.2. Les types de politiques

Les politiques environnementales peuvent être classées et catégorisées suivant la façon dont elles sont élaborées. Trois types clés seraient :

- *Les décisions de routine:* Le processus normal de formulation de politiques est caractérisé par la routine, une progression délibérée et lente d'étapes menant à une décision. La responsabilité de leader dans la prise de décisions sur les politiques dans un domaine précis peut être confiée à un groupe d'individus, une institution ou une branche du gouvernement, tel que le ministère de l'environnement. Une politique est longuement discutée dans des réunions regroupant les comités pertinents, les conseillers ou autres groupes de personnes jugées appropriées.
- *Les politiques d'urgence, réactives:* Des politiques peuvent être formulées en dehors du processus normal de formulation de politiques car elles doivent être élaborées plus rapidement que ce processus ne le permet. Les urgences comme les sécheresses, les inondations, les éboulements, les apparitions soudaines d'épidémie de maladies etc. peuvent requérir une attention immédiate, avec des politiques formulées urgemment pour remédier à la situation.
- *Le flou:* Certaines politiques ne sont ni formulées urgemment, ni décidées pendant de longues périodes. Elles évoluent tout simplement et sont machinalement utilisées, comme si elles étaient des politiques formelles, bien qu'elles ne soient soutenues par aucune documentation formelle. Les agences de renforcement de politiques et les groupes de pression économique ou sociale utilisent ces politiques et s'attendent aux changements de comportement stipulés par ces politiques. Le Botswana a une politique floue qui requiert la consultation par le gouvernement des principaux conseils villageois (*Kgotla*) sur toute politique formulée concernant la vie et la société rurale. Ceci n'est pas une politique documentée et dans de nombreux cas, elle retarde l'exécution de grandes politiques. Cependant, si les conseils villageois ne sont pas consultés, ils pourraient refuser de participer à toute politique et le gouvernement Botswanais acceptera leurs plaintes (Mompoti et Prinsen, 2000).

Bien souvent, les politiques floues se transforment en politiques basées sur des décisions de routine. Au fil du temps, les circonstances dans lesquelles une telle politique est pratiquée peut devenir formelle (voir Encadré 9.1)

Encadré 9.1. Evolution d'une politique: La politique revue du Botswana sur les personnes nécessiteuses

Dans les années 60, la population du Botswana était presque entièrement rurale (la population urbaine représentait moins de 4%) et le système de grande famille était très efficace pour subvenir aux membres de différentes communautés dans le besoin. Bien qu'il n'exista pas de politique écrite pour soutenir les personnes nécessiteuses, l'assistance par la famille était un dû et les personnes n'assistant pas leurs parents pouvaient être emmenées au *Kgotla* (conseil villageois) pour discipline au moyen de différentes sanctions sociales. Ceci était une politique floue. Avec une

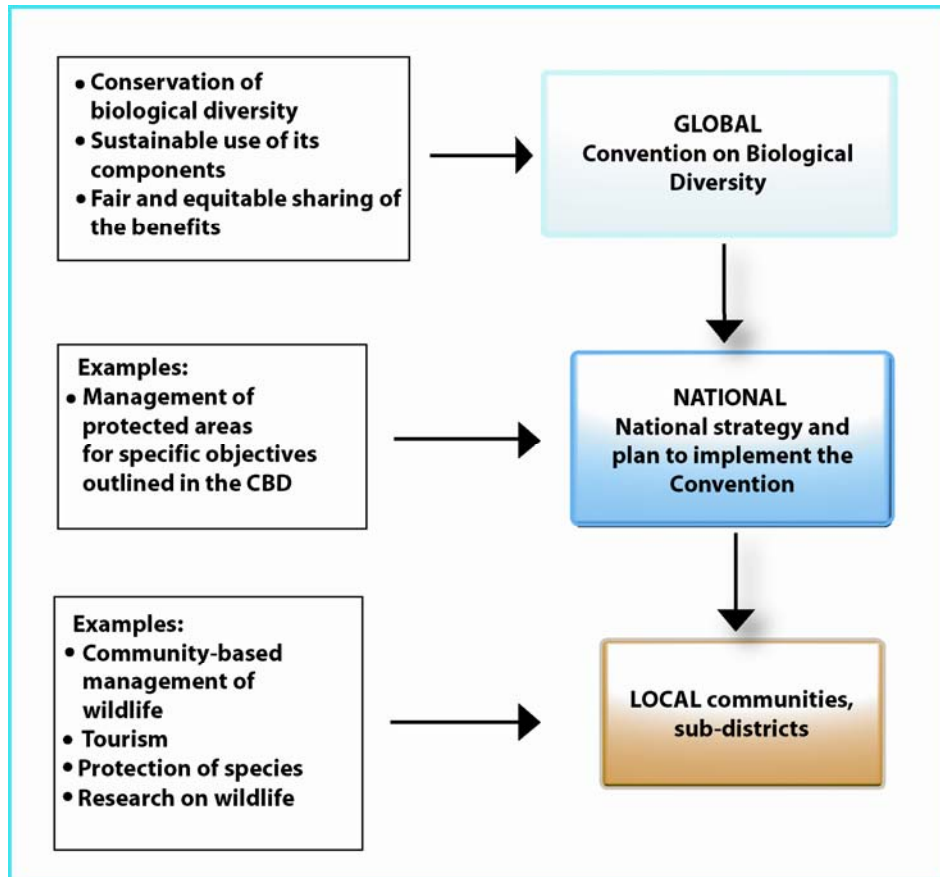
urbanisation grandissante, il est devenu difficile de renforcer le soutien par la famille. En 1980, une Politique Nationale sur les Personnes Nécessiteuses a été formulée pour soutenir ces personnes, particulièrement en temps de crise. Dans sa version révisée de 2002, la politique est mieux définie et définit une personne nécessiteuse comme étant une personne dont les revenus mensuels sont inférieurs à P150 (US \$ 31.25). En sus des orphelins, des personnes âgées et des infirmes, les personnes vulnérables aux changements environnementaux (de nature temporaire ou permanente) ont fait l'objet d'une attention particulière dans cette politique. La sécheresse est particulièrement mentionnée et une directive supplémentaire du Ministère du Gouvernement Local a ordonné aux gouvernements locaux de construire des routes durant la sécheresse en utilisant des techniques de labour intensive pour créer des emplois.

Source: République du Botswana 2002

Le processus de formulation des trois types de politiques est différent mais tous devraient être assujettis à une évaluation de leur impact sur l'environnement et des lacunes qu'il faudrait combler pour les rendre plus efficaces. L'évaluation devrait également être complète, ne laissant aucun type de politique de côté. La tentation serait d'exclure les politiques réactives comme catégorie spéciale dont l'impact sur l'environnement n'a pas besoin d'être examiné en détail.

9.3 Les politiques, en hiérarchies

Les politiques peuvent s'inscrire dans des hiérarchies dans lesquelles des politiques très focalisées sont nichées et liées à des séries de politiques progressivement plus larges. Cet arrangement imbriqué peut exister entre plusieurs niveaux gouvernementaux, à la fois au sein d'un pays et à l'échelle internationale ; il comporte un élément important d'intégration des objectifs d'une politique visant un problème particulier. Les degrés d'attente venant des personnes affectées par la politique peuvent être différents. Si par exemple une politique nationale est formulée en soutien à une convention acceptée mondialement, ceux qui l'enfreignent au niveau national pourraient être poursuivis en justice ou pénalisés, alors qu'au niveau mondial, les pays ayant signé la convention pourrait avoir une expectative plus flexible. L'Encadré 9.2 ci-dessous illustre certaines politiques du Zimbabwe sur la gestion de la faune et de la flore comme faisant partie d'un effort mondial, dans le cadre des objectifs de la Convention sur la Diversité Biologique de 1992.



Conservation de la diversité biologique
Utilisation durable de ses composantes
Partage juste et équitable des bénéfices

Exemples :
Gestion des aires protégées pour les objectifs spécifiques soulignés dans la CBD

Exemples :
Gestion communautaire de la faune et de la flore
Tourisme
Protection des espèces
Recherche sur la faune et la flore

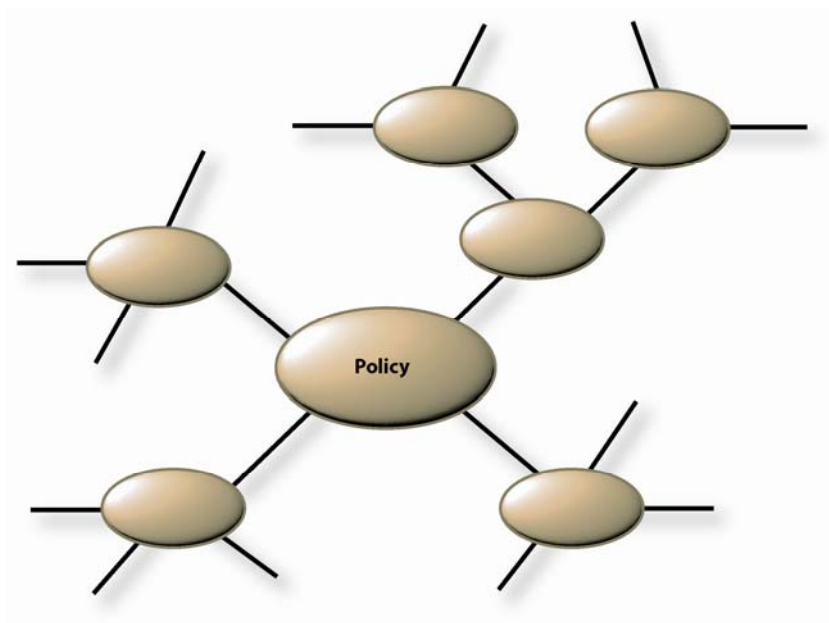
**MONDIALE Convention sur la Diversité Biologique
NATIONALE Stratégie et plan nationaux pour suivre la Convention
Communautés LOCALES et sous-districts**

Figure 9.3. Un exemple de hiérarchie de politiques imbriquées: de la communauté globale à locale

9.4. Exercice 9.1: La toile d'influence des politiques les unes sur les autres

Les politiques environnementales sont toujours liées, s'influencent positivement ou négativement. Dans vos groupes, utilisez le diagramme ci-dessous pour montrer la toile d'influence des politiques les unes sur les autres. Utilisez des lignes épaisses pour les liens conflictuels. Vous pouvez réorganiser le diagramme à votre convenance. Laissez chaque membre du groupe essayer l'exercice séparément avant de discuter en groupe.

1. Suivant votre propre expérience, prenez un thème dans lequel une politique environnementale est clé et influence par d'autres politiques (ex: d'autres politiques environnementales, politique démographique, politique d'immigration, politique agricole, etc.). Placez la politique environnementale sur laquelle vous voulez vous concentrer au centre (marquée « politique ») et remplissez les autres cercles avec d'autres politiques qui l'influencent (et en influence d'autres). Vous pouvez rajouter des cercles si vous le souhaitez.
2. Dessinez des flèches pour montrer les directions d'influence de chaque politique vers la politique placée au centre ou vers les autres politiques de votre diagramme.
3. Laissez chaque membre du groupe faire sa présentation au groupe avec des explications claires sur la toile d'influence des politiques considérées.
4. Le groupe sélectionnera alors quel diagramme présenter au reste des participants.



Politique

Figure 9.4 La toile d'influence des politiques les unes sur les autres

9.5 Incohérences dans les politiques formulées séparément

L'évaluation environnementale intégrée a une approche complète pour

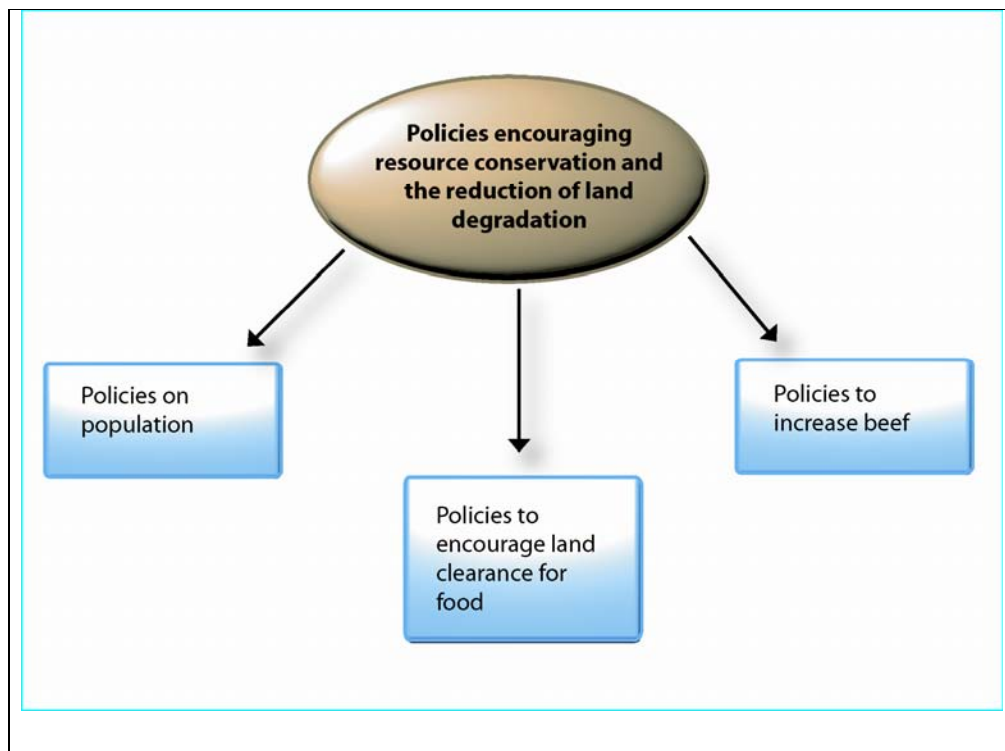
Encadré 9.2. Les politiques environnementales conflictuelles du Botswana dans les années 70 et 80

Le Botswana est un pays semi aride dont le potentiel d'évapotranspiration est supérieur à la moyenne de pluviosité. La distribution des pluies durant toute l'année est fondamentale pour l'agriculture. Le pays a continuellement connu des sécheresses extrêmes dont certaines ont anéanti le bétail et complètement détruit les cultures. L'environnement fragile a encouragé la formulation de politiques visant la conservation environnementale en planifiant l'utilisation des ressources.

À l'indépendance, en 1966, le Botswana dépendait fortement des importations alimentaires venant de l'Afrique du Sud de l'apartheid et était prêt à tout pour réduire ces importations. Le pays décida dans les années 80 de promouvoir des politiques favorables à l'autosuffisance alimentaire. Avec la technologie existante d'alors et utilisée pour la production agricole dans les zones rurales, l'accent fut mis sur le défrichage de nouvelles terres pour la production et des forages dans les zones plus arides pour étendre la culture de bétail pour l'export. Le défrichage des terres était très peu surveillé et la majeure partie des terres défrichées étaient laissées à l'abandon.

De plus, la demande alimentaire augmenta au fur et à mesure que la population croissait. Les taux de croissance démographique étaient complètement négligés sous prétexte que « pour un pays aussi large que la France, il y avait de la place pour des densités de population plus importantes », un argument qui n'avait rien à voir avec l'équilibre entre les taux de croissance démographique et les ressources.

Il y avait des conflits dans les politiques présentées ci-dessous. Le défrichage de terres laissa de grandes étendues propices à l'érosion, tandis que le pâturage dans les zones plus arides causa la dégradation supplémentaire des terres. Une politique démographique était également nécessaire pour réduire le taux de croissance démographique. La prise de conscience de ces faits ne s'est faite que dans les années 90, lorsqu'une Stratégie Nationale pour la Conservation fut formulée. Source : Child 1995 et Mukute 1994



Politiques encourageant la conservation des ressources et la réduction de la dégradation des terres

Politiques démographiques

Politiques encourageant le défrichage pour l'alimentation

Politique pour augmenter le nombre de boeufs

Figure 9.5 Les politiques environnementales conflictuelles au Botswana dans les années 70 et 80

9.6. Exercice 9.2: Politiques imbriquées et conflictuelles

1. Individuellement, dessinez un diagramme pour illustrer des politiques conflictuelles dont vous avez connaissance, de votre pays.

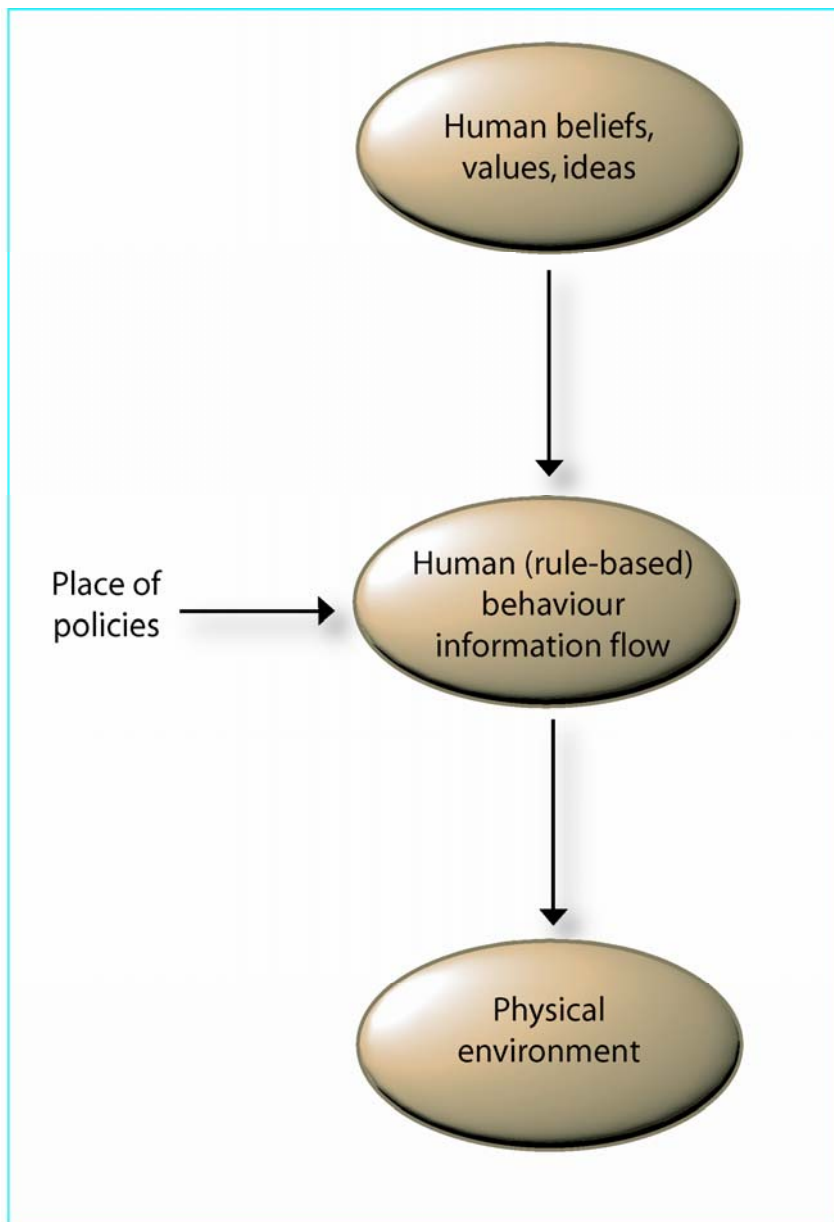
2. Individuellement, dessinez un diagramme illustrant une imbrication de politiques, par secteurs (sous-sous-secteurs, sous-secteurs, secteurs, secteurs intégrés, etc.). Exemple : étape 1 – bétail, culture de plein champ; étape 2 – agriculture etc.

3. Suivant votre propre expérience, dans votre pays, dressez une liste de politiques appartenant aux trois catégories de la Section 6.2 ci-dessus.

9.7. Lien entre les politiques et l'environnement

Les politiques fournissent des règles conformément auxquelles des individus ou groupes d'individus d'une société devraient se conformer pour utiliser raisonnablement l'environnement physique au sein des croyances, valeurs et idées de ladite société (voir Figure 6.2). Certaines de ces règles peuvent restreindre les valeurs des individus ou fournir

des incitations pour modifier leurs croyances pour le bien de tous. Par exemple, pour promouvoir l'utilisation durable des terrains de parcours (environnement physique), un propriétaire de bétail peut trouver des règles d'une politique astreignantes pour son surpâturage (règle de comportement) alors que pour montrer qu'il est une personne importante dans la communauté (valeur), il devrait posséder un large troupeau. Les politiques sont importantes pour guider le comportement issu de croyances, valeurs et idées concurrentielles entre individus d'une société d'une part et les principes de développement durable de l'autre. En ne permettant à chaque individu d'avoir qu'un nombre restreint de tête de bétail, le terrain de parcours peut être partagée et le surpâturage peut ainsi être évité. La compétition pour l'utilisation du terrain de parcours peut être plus complète, requérant des politiques plus compliquées. Une partie du terrain peut être réservée comme sanctuaire sauvage. La culture de plein champ risque de se propager vers une partie du terrain de parcours, au fur et à mesure que la population augmente. Ceci fait entrer des individus, des groupes, des institutions avec des croyances, des systèmes de valeur et de idées différents en compétition pour l'utilisation du terrain de parcours. Une politique plus complète de comportement assujetti aux règles pour l'utilisation de l'environnement physique (les terrains de parcours) pourrait être nécessaire.



Croyances, valeurs, idées humaines

Place des politiques

Comportement humain (sujet aux règles), flux d'informations

Environnement physique

Figure 9.6.: Trois niveaux interactifs de la réalité (adapté de Rotmans et autres, 1997).

Il n'est pas toujours possible de prédire l'efficacité d'une politique au moment de la formulation de celle-ci. Le comportement humain est imprévisible et formuler une politique pour le guider est tout aussi difficile. Des individus peuvent accaparer la politique à leur avantage, tandis qu'une combinaison de politiques pourrait complètement changer le comportement attendu des individus en un comportement complètement inattendu. Bien plus important encore, une communauté peut considérer une politique comme étant injuste et saisir toute opportunité pour en compromettre les objectifs (voir Encadré 9.4).

Encadré 9.3 - Les impacts changeants des politiques sur la gestion de la faune et de la flore, au niveau communautaire, en Afrique australe

Plusieurs pays d'Afrique australe ont des politiques sur le braconnage illégal de la faune dans les sanctuaires animaliers. Illégal était défini comme : « chasser sans une autorisation venant d'un Département mandaté », généralement de la capitale. Les touristes étaient attirés par les différents sanctuaires animaliers où ils se livraient à la chasse sportive mais les personnes locales qui chassaient pour leur subsistance avaient généralement des problèmes pour obtenir la permission et, s'ils venaient à se faire attraper, risquaient la prison. Les politiques avaient un impact réduit pour plusieurs raisons, dont :

- Les personnes locales n'avaient pas participé à la formulation des politiques et les trouvaient injustes.
- Le renforcement de ces politiques était difficile. Il semblait que les policiers et magistrats locaux étaient du côté des populations locales.

Etant donnée la croissance démographique aux alentours des sanctuaires animaux, interdire la chasse par la population locale, en tant que mesure de conservation, avait échoué. Au Botswana, Zimbabwe, en Namibie et en Zambie, de nouvelles politiques de conservation de la faune ont été élaborées et introduites dans un certain nombre de communautés locales de sanctuaires animaliers, avec la participation des personnes locales ; l'objectif était de faire apprécier la valeur de la faune aux communautés locales en leur donnant la responsabilité de la gérer comme leur propre ressource, de laquelle ils peuvent tirer des bénéfices. Bien que l'impact de ces sanctuaires à gestion communautaire soit encore en cours d'évaluation, plusieurs cas ont démontré un changement de comportement de la société vis-à-vis de la conservation de la faune.

9.8. Exercice 9.3. L'impact de politiques sur les questions

1. Constituez des groupes de trois ou quatre. D'après vos expériences, que chaque membre du groupe sélectionne deux questions/thèmes de son pays et des politiques y afférentes, qui ont été formulées et parlez-en. Parmi tous les thèmes et politiques discutées au sein du groupe, choisissez une politique probante et une politique qui a échoué et présentez au reste des participants.
2. Utilisez le diagramme ci-dessous (adapté de Boyle, Kay et Pond, 1996) pour vous aider à préparer votre présentation. Vous pouvez dessiner un diagramme simplifié sur un transparent avant la présentation. Sautez certaines des étapes si vous ne savez pas comment elles se sont déroulées dans la réalité.

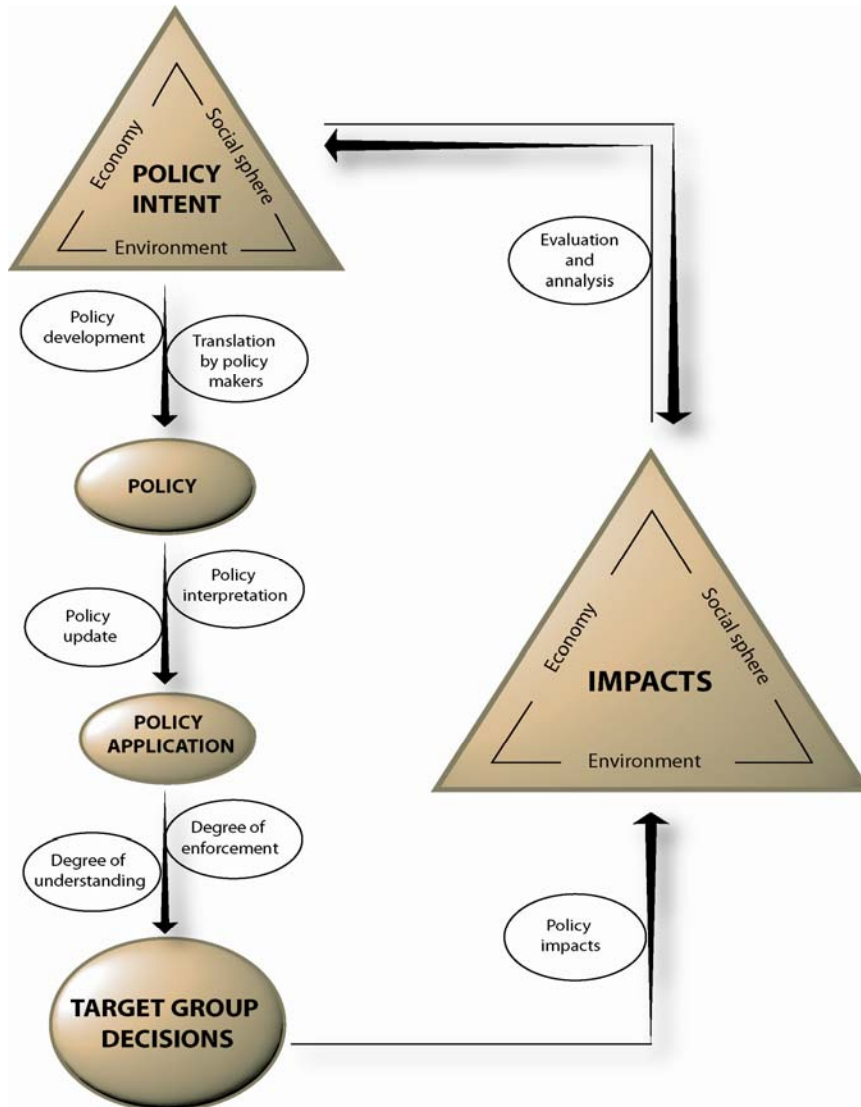


Figure 9.7.: Intention d'une politique et impact attendu. Adapté de Boyle, Kay et Pond, 1996
Modified from Boyle, Kay and Pond 1996.

*Economie
Domaine social
Environnement
Objectif de la politique
Elaboration de la politique
Transcription par les décideurs
Politique
Mise à jour de la politique
Interprétation de la politique
Application de la politique
Degré de compréhension
Degré de renforcement
Décisions du groupe cible
Impacts de la politique
Economie
Domaine social
Environnement
Impacts
Evaluation et analyse*

9.9. Analyse de politique environnementale

La partie la plus cruciale pour lier les politiques à l'environnement est d'évaluer quelles politiques existent actuellement, les lacunes de ces politiques pour promouvoir le développement durable et quelles nouvelles politiques sont nécessaires pour combler ces lacunes. L'évaluation et l'analyse d'une politique font partie d'un processus continu et cyclique à travers lequel une politique peut être améliorée. Elles sont un point de départ pour remanier des politiques existantes et/ou ajouter de nouvelles politiques à ces politiques existantes au fur et à mesure que les priorités socio-économiques et les conditions environnementales changent. Certaines politiques peuvent parvenir à leur fin au bout d'un certain temps tandis que d'autres échouent du fait que perceptions erronées lors de leur formulation et peuvent nécessiter un ajustement.

Il existe plusieurs méthodes d'évaluation et d'analyse de politique. Celle mentionnée ci-dessous comporte trois étapes.

Etape 1 – Identifier et faire l'inventaire

- Etudiez lesquelles des politiques existantes sont pertinentes à la question considérée. Par exemple, si la question est la dégradation des sols, les politiques pertinentes incluraient celles concernant la croissance démographique, taux de charge du bétail, l'extension sur de nouvelles terre des cultures agricoles, etc.

Déterminez lesquelles des politiques disponibles seront incluses dans l'analyse. Etudier les principaux sujets préoccupants (environnementaux, économiques ou sociaux) et sélectionnez parmi les politiques existantes lesquelles ont un impact moteur sur les préoccupations. La réduction de la forêt de montagne peut être une des préoccupations quand elle a :

- Des conséquences sur la santé à travers son impact sur la qualité et la disponibilité de l'eau
- Des conséquences économiques du fait des entrées monétaires qu'elle fait obtenir
- Des conséquences sur la biodiversité et les communautés locales du fait de la modification permanente des systèmes écologiques, etc.

Dans ce cas, incluez dans l'analyse les politiques clé pertinentes à cette question.

- Identifiez des politiques à inclure dans l'analyse à partir d'une vision complète. L'éventail de politiques potentielles ayant un impact positif ou négatif sur l'environnement s'étendra au-delà de l'évident. Dans l'exemple ci-dessus, les politiques visant à la création d'emplois au sein des communautés montagnardes sera pertinent à la réduction de la déforestation.
- Notez que les causes et les solutions aux problèmes environnementaux peuvent se trouver hors du domaine de l'environnement et des politiques environnementales.
- Etant donné l'étendue des politiques ayant des implications environnementales, ne sélectionnez qu'un nombre restreint des politiques les plus pertinentes.
- Choisissez un critère de sélection de politiques à inclure dans une analyse actuelle de politique environnementale. Pinter et autres (1996) suggèrent les éléments suivant, à inclure dans un critère:
 - Pertinence pour le public et les décideurs
 - Liens avec les priorités environnementales clé
 - Affecte la santé, les revenus et le bien-être d'un grand nombre d'individus
 - Importance d'une politique-réponse à une situation environnementale qui est:
 - physiquement grave
 - rapidement évolutive
 - irréversible
- Ne négligez pas l'importance des obligations internationales d'un pays lorsque vous sélectionnez les politiques à inclure dans une analyse. Certaines de ces obligations peuvent limiter ce qui semble simple à l'échelle locale ou nationale.
- Les politiques qui ont les caractéristiques suivantes devraient également être considérées comme prioritaires dans l'analyse:

- Potentiel de causer une perturbation ou un conflit soit dans les questions environnementales, soit dans une activité socio-économique.
- Potentiel pour fournir des solutions simples et réalistes
- Unique dans la région.

L'importance relative des critères suggérés ci-dessus dépendra des circonstances individuelles des questions clés dans le domaine de l'environnement, et de la situation socio-économique.

Etape 2 - Identifier des critères de performance pour les politiques sélectionnées

A la fin de l'étape 1, vous devriez avoir un nombre gérable de politiques et devez identifier des critères pour évaluer la performance de ces politiques. Les critères peuvent aller du général et descriptif au très spécifique et quantitatif. Voici quelques bons exemples de critères d'évaluation de performance de politique :

- **Seuil:** une valeur, d'une variable clé peut être identifiée comme un stade au delà duquel un système environnemental peut devenir auto-suffisant. Si un écosystème de forêt montagneuse est détruit par la déforestation, les écologistes peuvent déterminer et essayer de parvenir un certain pourcentage de couverture forestière par la reforestation, ce qui permettrait à l'écosystème de commencer un processus « d'auto-guérison ». L'évaluation pour montrer le succès de la politique sélectionnée dans un tel cas montrerait un rapprochement des résultats de la politique vers le seuil établi. Sinon, et plus commun dans la pratique, il pourrait y avoir un stade au sein d'une variable clé, en dessous duquel un changement serait jugé irréversible et le critère d'évaluation de la réussite de la politique serait si cette politique a réussi à tenir l'écosystème le plus éloigné possible de ce stade de dégradation irréversible.
- **Point de référence:** l'évaluation de la performance d'une politique peut se baser sur sa performance relative comparée aux meilleurs cas connus, dans les mêmes circonstances.

Pour qu'une politique soit adéquatement formulée, ses critères de performance devraient être développés durant sa formulation. A titre d'exemple : une politique de reforestation pourrait cibler une certaine surface reboisée durant une période déterminée ; une politique sur l'approvisionnement en eau potable pourrait avoir comme objectif de rapprocher un certain pourcentage de la population d'une fontaine d'eau potable pendant un nombre donné d'années. Ces cibles seraient les points de référence pour l'évaluation de la performance d'une politique. Il arrive que :

- Les indicateurs fournis ne soient pas directement liés aux questions environnementales (ex: avec des politiques commerciales, économiques ou industrielles). Certaines de ces politiques peuvent avoir des impacts étendus sur l'environnement. Une politique économique pour augmenter les revenus disponibles pourrait n'avoir aucun indicateur

environnemental, alors que son impact sur les questions environnementales pourrait être plus important que celui de plusieurs politiques environnementales.

- L'impact cumulé de politiques individuelles peuvent surpasser l'impact individuel original mentionné par les indicateurs d'une politique unique. Les impacts cumulatifs de différents types de question/thèmes peuvent être positifs ou négatifs. Leur totale influence sur le choix humain est impossible à prédire, même dans le contexte de l'évaluation environnementale.

Etape 3 - Evaluation de politiques sélectionnées

Each evaluation should be unique in for any one environment based on the combination of the choices of these two.

L'évaluation de la performance d'une politique est pratiquée pour les politiques sélectionnées à l'Étape 1, et utilise les critères définis à l'Étape 2. Cette section montre combien il est important de sélectionner les indicateurs appropriés. L'évaluation est faite pour savoir dans quelle mesure et quand un changement dans la politique pourrait être nécessaire pour en améliorer la performance. Différents groupes d'indicateurs montreront différents aspects de la performance d'une politique pour une même question. La recommandation en faveur d'un changement dans la politique pourrait coïncider avec les indicateurs originellement sélectionnés. Ce stade montre également l'importance de choisir les parties prenantes appropriées pour l'évaluation environnemental intégrée, et ce, dès le départ.

Idéalement, les attentes de performance d'une politique devraient être révélées au stade de la formulation de cette politique; ces attentes seraient utiles pour guider l'évaluation qui comparerait la performance concrète de la politique avec ces attentes initiales. Ne pas satisfaire ces attentes ne signifie pas que toute la politique doit être changée mais peut-être seulement quelques unes de ses composantes clé. L'ajustement d'une politique est un des objectifs de l'évaluation de la performance de cette politique. La véritable performance pourrait donc être utile pour changer les variables pour parvenir à ce qui avait été originellement prévu d'atteindre, changer le niveau d'effort ou modifier les attentes. Il peut également servir à retracer ce qui aurait dû être attendu avec les apports et niveaux d'effort initiaux.

Comment [MSOffice1]: Sorry, I cannot make sense of this sentence.

Comment [MSOffice2]: Insert here the missing phrase

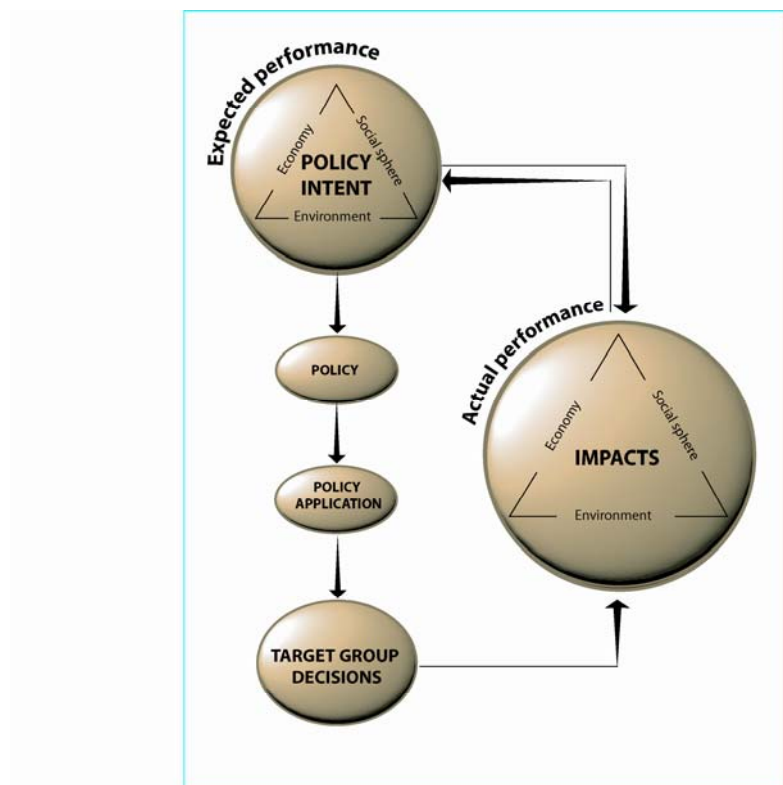


Figure 9.8.: Lier la performance attendue et concrète
(Source: Pinter et autres 1999)

9.10. Tableau d'impact d'action

L'évaluation de la performance concrète d'une politique est très complexe du fait de la multiplicité des influences des politiques entre elles. Au fur et à mesure que ces influences se produisent, les choix des personnes changent impévisiblement. Il est cependant possible de simplifier en utilisant un tableau d'impact d'action qui montre les sens des influences des plus directs impacts des politiques les unes sur les autres. Un exemple d'un tel tableau est présenté ci-dessous (voir Tableau 9.4).

Tableau 9.1.: Exemple simplifié d'un tableau d'impact d'action

Action/Politique	Objectif principal	Effets sur les questions clé de développement durable			
		Dégradation des terres	Pollution de l'air	Relocalisation	Autres
Politique macroéconomique et sectorielle	Amélioration macroéconomique et sectorielle	Effets positifs car supprimer les distorsions, négatives à cause des contraintes restantes			
Taux de change	Améliorer la balance commerciale et la croissance économique	(-H) () Défriche de surfaces libres			
Fixer un coût sur l'énergie	Améliorer l'efficacité économique et en matière d'utilisation de l'énergie		(+M) efficacité énergétique		
Autres					
Projets d'investissement	Améliorer l'efficacité des investissements	Les décisions relatives aux investissements faites de manière plus consistante avec les cadres de politique et institutionnels plus larges			
Projet 1 (Barrage hydroélectrique)	Utiliser l'évaluation du projet analyse coût-bénéfice, évaluation environnementale, analyse multi-critères, etc.) ,	(-H) (inonde les forêts)	(+M) déplace l'utilisation des carburants)	(-M) déplace les individus	
Projet 2 (Réafforestation and relocalisation)		(+H) (replanter des forêts)		(+M) (relocaliser les personnes)	
Projet N					

9.11. Exercice 9.4 -¹ Analyse de politique courante du pays sélectionné²

Dans vos groupes, vous avez procédé à une analyse sur un pays dont vous aviez des données. Lisez cet exercice en entier et décidez si vous allez garder le même pays ou choisir un pays des autres membres du groupe. De préférence, si vous avez suffisamment de données, gardez le même pays.

Votre tâche est d'évaluer la politique environnementale du pays de votre choix et ses impacts sur le développement durable.

- Choisissez une des conditions environnementales identifiée comme problème pour le pays que vous avez sélectionné dans le groupe. Elle constituera le titre de votre Tableau d'Impact d'Action dans le Tableau à la page suivante.
- Faites une liste de tris pressions qui contribuent à ce problème environnemental.
- Identifiez tris politiques qui auraient pu faire apparaître ce problème, de même que les intentions originelles de ces politiques –sans doute nettement différentes de leur impact sur le problème environnemental que vous avez choisi.
- Dans la quatrième colonne, inscrivez les effets que chaque politique a sur le problème que vous avez identifié.
- Imaginez les effets de chaque politique sur deux autres questions environnementales clé de votre choix.

Présentez vos résultats à tous les participants et discutez-en.

Retournez à vos groupes respectifs pour terminer la deuxième partie de cet exercice.

² Cet exercice est adapté de Pinter et autres, 1999.

Tableau d'impact d'action pour l'analyse d'une question de politique.....

Pressions contribuant au problème environnemental	Politique d'Action	Intention originelle de la politique	Problème environnemental sélectionné	Deuxième problème environnemental	Troisième problème environnemental
<i>Pression 1</i>	<i>Politique 1</i>				
<i>Pression 2</i>	<i>Politique 2</i>				
<i>Pression 3</i>	<i>Politique 3</i>				

Une fois de retour dans vos groupes, penchez-vous sur les questions suivantes:

- Tirez des conclusions sur le succès ou l'échec des politiques que vous avez sélectionnées et concernant l'objectif général de développement durable dans le pays de votre choix. Laissez le formateur issu de ce pays mener la discussion. Que faudrait-il faire différemment à l'avenir ? Utilisez le tableau ci-dessous pour vous aider à organiser votre évaluation.

NB: une évaluation complète peut inclure des critères de développement durable et des indicateurs de performance. Nous ne voulons que des impressions générales pour cet exercice.)

- Après avoir complété le tableau, discutez des questions et valeurs sociales évidentes dans les politiques considérées au cours de cet exercice.

Une fois encore, présentez au reste du groupe.

Evaluation de politique concernant les objectifs de développement durable pour le pays sélectionné par votre groupe

	Performance générale (objectif = développement durable)	Réussites ou échecs majeurs par rapport à l'objectif	Action prioritaire à l'avenir
Politique 1			
Politique 2			
Politique 3			
Politiques as a group Politiques du groupe			

9.12. Questions de discussion et d'analyse

Q: Comment le stade de formulation de politique de l'évaluation et du rapport environnemental intégré montre l'importance d'avoir les indicateurs appropriés?

R: _____

Q: Citez un exemple, issu de votre expérience, d'échec de performance de politique causé par des sources de données de mauvaise qualité.

R: _____

9.13. Références

Child B. (1995). The practice and principles of community-based wildlife management in Zimbabwe: the CAMPFIRE Programme. *Biodiversity and Conservation*. 5 (3), 369-98

Diamond, J. (2005). *Collapse: How Societies Choose to Fail or Survive*. Penguin Books, London

Hill, M. (1997). *The Policy Process in a Modern State*. London, Prentice Hall

Jenkins, W.I. (1978). *Policy analysis: A political and organizational perspective*. London: Martin Robertson

Keeley, J. and Scoones, I. (2003). *Understanding Environmental Policy Processes: Case from Africa*. Earthscan, London

Mompat, T. and Prinsen, G. (2000). Ethnicity and Participatory Development Methods in Botswana: Some Participants Are to be Seen and Not Heard. *Development in Practice*, 10, 625-37

Mukute, B. (1994). Wildlife and protected areas. In *State of the Environment in Southern Africa* (Eds. Chenje, M. and Johnson, P.). Southern African Research and Documentation Centre, Harare

Republic of Botswana (2002). Revised National Policy on Destitutes. Government Printer, Gaborone. <http://www.sadccitizen.net/regiondocs/2000303.pdf>

Republic of Botswana (1978). Arable Land Development Programme. Government Printer, Gaborone

Republic of Botswana (1975). National Policy on Tribal Grazing Land. Government Paper No.2 of 1975. Government Printer, Gaborone

Seleka, T.B. (1999). The performance of Botswana's traditional arable agriculture: growth rates and the impact of the accelerated rainfed arable programme (ARAP). *Agricultural Economics*, 20,121-33